



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Accord-cadre de mise à disposition de personnels pour  
des prestations de services à domicile au sein des  
résidences des autorités préfectorales de la préfecture de  
la région d'Île-de-France et de Paris**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

**Le présent CCAP contient, hors page de garde et sommaire, 44 pages**

**Représentant du pouvoir adjudicateur** : Le Préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris.

**Prescripteur** : Service général du soutien opérationnel (SGSO)

**Instructeur du dossier d'achat** : Bureau régional des achats (BRA)

**Procédure de passation** : Procédure adaptée conformément à l'article R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

**Référence de la consultation** : 2025\_RESIDENCESPREFECTORALES\_PRIF

## SOMMAIRE

<b>PRÉAMBULE : CONTEXTE DE PASSATION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>1</b>
<b>ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>1</b>
<b>ARTICLE 2 - PROCÉDURE DE CONSULTATION.....</b>	<b>2</b>
<b>ARTICLE 3 - FORME DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>2</b>
<b>ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 5 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 6 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 8 - CO-TRAITANCE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 9 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 10 - PRESTATIONS SIMILAIRES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 11 - CLAUSE DE RÉEXAMEN.....</b>	<b>6</b>
11.1 CLAUSE D'ÉVOLUTION DE LA LISTE DES RESIDENCES RELEVANT DE LA PREFECTURE DE REGION D'ÎLE-DE-FRANCE ET DE PARIS.....	6
11.2 CLAUSE DE REMPLACEMENT DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	7
11.3 CLAUSE D'ATTEINTE DU MONTANT MAXIMUM DE L'ACCORD-CADRE.....	7
11.4 MODIFICATION DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU) PENDANT LA PERIODE D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	8
<b>ARTICLE 12 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>8</b>
12.1 REPRESENTATION DES PARTIES.....	8
12.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur .....	8
12.1.2 Représentation du titulaire .....	9
12.2 CONDITIONS D'EXECUTION .....	9
12.2.1 Délai d'exécution.....	9
12.2.2 Remplacement du personnel du titulaire .....	10
12.2.3 Émission et exécution des bons de commande.....	11
12.2.3-a Typologie des bons de commandes adressés au titulaire par le prescripteur .....	12
12.2.3-b Contenu des bons de commandes adressés au titulaire par le prescripteur .....	13
12.3 MODALITES DE CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	14
12.3.1 Généralités sur les opérations de vérification par le titulaire .....	14
12.3.2 Généralités sur les opérations de vérification par le prescripteur.....	14

12.3.3	<i>Décision après vérifications.....</i>	15
12.4	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	16
12.4.1	<i>Obligations de conseil.....</i>	16
12.4.2	<i>Obligations d'information.....</i>	16
12.4.3	<i>Obligations de sécurité .....</i>	17
12.4.4	<i>Obligations de confidentialité et de secret professionnel .....</i>	18
12.4.5	<i>Obligations de respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.....</i>	19
12.4.6	<i>Obligations relatives au vivier de personnels .....</i>	19
12.4.7	<i>Obligations de résultat.....</i>	20
12.4.8	<i>Obligation de revue financière et horaire de l'accord-cadre .....</i>	21
12.4.9	<i>Pilotage et suivi des prestations.....</i>	22
12.4.9-a	<i>Réunion de cadrage des prestations.....</i>	22
12.4.9-b	<i>Réunion d'avancement et suivi.....</i>	23
<b>ARTICLE 13 - REPRISE DU PERSONNEL.....</b>		<b>24</b>
<b>ARTICLE 14 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....</b>		<b>25</b>
14.1	FORMATION DES PERSONNELS AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX LIEES AUX PRESTATIONS DE SERVICES A DOMICILE .....	25
14.2	COMMUNICATION DU BILAN D'EMISSIONS DES GAZ A EFFET DE SERRE (BEGES) .....	26
<b>ARTICLE 15 - PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....</b>		<b>26</b>
15.1	FORME DES PRIX .....	26
15.2	CONTENU DES PRIX.....	27
15.3	REVISION DES PRIX.....	27
15.3.1	<i>Périodicité de la révision.....</i>	27
15.3.2	<i>Modalité de calcul de la révision.....</i>	28
15.3.2-a	<i>Indice de référence.....</i>	28
15.3.2-b	<i>Formule de révision .....</i>	28
15.3.3	<i>Règle d'arrondis .....</i>	28
15.3.4	<i>Modalités pratiques .....</i>	28
15.3.5	<i>Clause butoir .....</i>	29
<b>ARTICLE 16 - MODALITÉS FINANCIÈRES .....</b>		<b>29</b>
16.1	MODALITE DE FACTURATION .....	29
16.1.1	<i>Décompte des prestations de tenue de résidence.....</i>	31
16.1.2	<i>Avances.....</i>	31

16.1.3 <i>Sous-traitance et groupement</i> .....	32
16.2 TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES FACTURES ET DES DOCUMENTS NECESSAIRES AU PAIEMENT .....	32
16.3 DELAI DE PAIEMENT DES PRESTATIONS.....	33
16.4 INTERETS MORATOIRES.....	33
16.5 RETENUE DE GARANTIE.....	34
16.6 CESSION ET NANTISSEMENT .....	34
16.7 PAIEMENT PAR CARTE D'ACHAT.....	34
<b>ARTICLE 17 – PÉNALITES.....</b>	<b>35</b>
<b>ARTICLE 18 - ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ.....</b>	<b>36</b>
18.1 ASSURANCE .....	36
18.2 RESPONSABILITE .....	37
<b>ARTICLE 19 - TRANSMISSION DES DOCUMENTS FISCAUX ET SOCIAUX.....</b>	<b>37</b>
<b>ARTICLE 20 - RÉILIATION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>39</b>
<b>ARTICLE 21 – DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>39</b>
21.1 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS.....	39
21.2 LANGUE.....	40
21.3 ENGAGEMENT DANS LA DEMARCHE RELATIONS FOURNISSEURS ACHATS RESPONSABLES (RFAR) .....	40
<b>ARTICLE 22 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS .....</b>	<b>41</b>
<b>ARTICLE 23 - LITIGES ET CONTENTIEUX.....</b>	<b>42</b>
<b>ARTICLE 24 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS .....</b>	<b>42</b>
<b>ANNEXE 1 – MODÈLE DE TABLEAU DES PERSONNELS TRANSFERABLES DANS LE CADRE DE LA REPRISE DES PERSONNELS ENTRANT DANS LE CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE L. 1224-1 DU CODE DU TRAVAIL.....</b>	<b>43</b>
<b>ANNEXE 2 – TABLEAU DES PÉNALITÉS.....</b>	<b>44</b>



## PRÉAMBULE : CONTEXTE DE PASSATION DE L'ACCORD-CADRE

L'État s'est engagé dans une conduite de changement en matière d'achats.

Celle-ci se décline par l'optimisation des dépenses, le respect des considérations sociales ainsi que la protection de l'environnement.

Elle permet aux opérateurs économiques de répondre aux besoins de l'État conformément aux principes d'égalité de traitement des candidats et de libre concurrence.

Initié en 2016, l'État poursuit une démarche visant à favoriser l'externalisation de certaines fonctions supports vers des prestataires externes afin de mettre en œuvre des projets de réorganisation des fonctions logistiques et immobilières visant à réduire les coûts de fonctionnement.

À cette fin, **le Préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris entend conclure un accord-cadre** en vue de la réalisation et à la prise en charge, par mise à disposition de personnels qualifiés, de prestations de services à domicile au sein des résidences des autorités préfectorales de la préfecture de la région d'Île-de-France et de Paris dans les conditions prévues au Cahier des clauses techniques particulières (ci-après CCTP).

**Il doit permettre à la préfecture de s'inscrire dans une démarche de meilleure mise en œuvre des considérations environnementales, tout en étant performant économiquement.**

## ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent Cahier des clauses administratives particulières (ci-après CCAP) précise les modalités de mise en œuvre contractuelle, administrative et financière de l'accord-cadre ayant pour objet la réalisation et la prise en charge, par mise à disposition de personnels qualifiés, de prestations de services à domicile au sein des résidences des autorités préfectorales de la préfecture de la région d'Île-de-France et de Paris.

**Les prestations s'exécutent au sein des résidences des autorités préfectorales suivantes :**

- Préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris.
- Secrétaire général aux politiques publiques (SGAPP).
- Secrétaire général aux moyens mutualisés (SGAMM).
- Directeur de cabinet du Préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris.
- Directeur de cabinet adjoint du Préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris.

- Chef de cabinet du Préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris.

Comme indiqué à l'article 1.2 du CCTP, pour des raisons de sécurité et de confidentialité, les adresses précises sont communiquées au titulaire de l'accord-cadre lors de sa notification et sont susceptibles d'évoluer au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

Sur le fondement des articles 10 et 11 du présent CCAP, **le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'intégrer ou de retirer**, au cours de la durée de validité de l'accord-cadre, des résidences qui relèvent ou seraient amenés à relever de son périmètre.

**L'accord-cadre ne comporte ni tranche, ni phase, ni option.**

## ARTICLE 2 - PROCÉDURE DE CONSULTATION

L'accord-cadre est passé selon la **procédure adaptée** (MAPA) en application des dispositions du 3° de l'article R. 2123-1 du Code de la commande publique en ce qui concerne les services dits sociaux et autres services spécifiques.

## ARTICLE 3 - FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est un **accord-cadre mono-attributaire** à bons de commande conclu conformément aux dispositions de l'article L. 2125-1 1° du Code de la commande publique.

Il ne comporte pas de minimum et prévoit **un montant maximum de deux-millions d'euros hors taxes (2 000 000 € HT) pour la durée totale du marché - durée ferme et reconductions comprises.**

**Le montant maximum représente un plafond et non un objectif à atteindre.** Il est fourni à titre indicatif et ne saurait engager le représentant du pouvoir adjudicateur.

**Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement.**

Le présent accord-cadre distingue :

- **Des prestations de tenues de résidences (prix unitaire avec production d'un décompte mensuel)** comprenant des tâches consistant essentiellement pour le titulaire à apporter son aide à la personne résidente et sa famille, le cas échéant, en assurant le ménage quotidien, le service de lingerie ainsi que la réalisation des repas et du service à table comme décrites à l'article 2.2 du CCTP.

- **Des prestations ponctuelles à prix unitaires pour la couverture d'évènements** (renforcement des moyens humains, y compris pour le personnel œuvrant intervenant dans le cadre des prestations de tenue de résidence), comme décrites à l'article 2.3 du CCTP.

L'accord-cadre est un **marché de prestations de services**.

## ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique suivant lesquelles la dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations, **le présent accord-cadre n'est pas alloti**.

## ARTICLE 5 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-FCS, le délai d'exécution de l'accord-cadre débute après la date ci-dessous et non à la date de notification.

Le présent accord-cadre est conclu pour **une durée ferme de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de début d'exécution des prestations** fixé au plus tôt au 01<sup>er</sup> octobre 2025 et au plus tard à la date indiquée lors de la notification.

**La date d'anniversaire de l'accord-cadre est la date de début d'exécution des prestations.**

Sur le fondement de l'article R. 2112-4 du CCP, il **peut être reconduit deux (2) fois tacitement par périodes de douze (12) mois**, dans la limite du montant maximum, sans que sa **durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois**.

En cas de non reconduction, le **représentant du pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire au plus tard un (1) mois avant la fin de la période ferme ou de la période de reconduction de l'accord-cadre** par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

La non-reconduction de l'accord-cadre ne donne lieu à aucune indemnité pour le titulaire et les bons de commande émis durant la durée de validité de l'accord-cadre continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme, **jusqu'à six (6) mois après la date de fin d'exécution de l'accord-cadre**, sous réserve qu'ils aient été émis avant cette date.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins et peuvent être passés jusqu'au dernier jour d'exécution de l'accord-cadre.

## ARTICLE 6 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont classées par ordre de prévalence décroissant :

- L'acte d'engagements (ATTR1 - AE) et l'annexe financière (bordereau des prix unitaires).
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes.
- Le Cahier des clauses technique particulières (CCTP) et son annexe.
- Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) (non fourni).
- Le cadre de réponse technique.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les pièces modificatives de l'accord-cadre : mises au point, actes modificatifs, etc..., le cas échéant.

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont réputées être connues par le titulaire.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sauraient être opposées au représentant du pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent accord.

L'accord-cadre est établi en un exemplaire original. Il est conservé par le représentant du pouvoir adjudicateur dans ses locaux.

## ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire de l'accord-cadre peut recourir à la sous-traitance en cours d'exécution de l'accord-cadre.

**La sous-traitance totale des prestations est interdite.**

**Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre.**

La sous-traitance n'est envisageable qu'à condition d'avoir obtenu, du représentant du pouvoir adjudicateur, l'acceptation **de chaque sous-traitant** et l'agrément de ses conditions de paiement dans un acte spécial de sous-traitance (DC4).

**Il est précisé que chaque sous-traitant présenté doit faire l'objet d'un formulaire DC4 distinct.**

Le titulaire identifie les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées.

Il fournit notamment au représentant du pouvoir adjudicateur, l'acte spécial avec les informations suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées.
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé.
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant.
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

A ce titre, le titulaire remet au représentant du pouvoir adjudicateur, contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance sous la forme du formulaire DC4 téléchargeable via le lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

La signature du DC4 par le représentant du pouvoir adjudicateur emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Les informations relatives à la sous-traitance sont consultables via le lien suivant :

[https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/notices\\_dc/notice-dc4-2019.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/notices_dc/notice-dc4-2019.pdf)

Toute sous-traitance non contractuelle peut être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire conformément à l'article 41 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 8 - CO-TRAITANCE

Les dispositions relatives aux groupements sont précisées aux articles R. 2142-19 et suivants du CCP et consultables via le lien ci-après :

[https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/dae/doc/gme.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dae/doc/gme.pdf)

**La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la candidature. Toutefois, au stade de l'attribution, en cas de groupement conjoint, celui-ci devra prendre la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire sous peine d'irrecevabilité.**

Les membres du groupement désignent expressément dans la candidature et dans l'offre, un mandataire unique, habilité à représenter l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et du service bénéficiaire de l'accord-cadre (prescripteur).

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant, selon les modalités fixées à l'article 3.5 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 9 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG-FCS, **le représentant du pouvoir adjudicateur peut recourir à un tiers pour exécuter l'accord-cadre :**

- lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux prescriptions de l'accord-cadre, notamment eu égard à son obligation de résultat.
- en cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation de tenue de résidences et/ou ponctuelles qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard.
- en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcé aux torts du titulaire.
- Au-delà de quatre (4) prestations journalières consécutives non assurées, en l'absence de remplacement ou de proposition de remplacement.


## ARTICLE 10 - PRESTATIONS SIMILAIRES

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra **passer un marché, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent accord-cadre**, conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la Commande publique, notamment **pour répondre à des besoins sur des résidences qui dépendent ou seraient amenées à dépendre de la préfecture d'Île-de-France et de Paris.**

La durée pendant laquelle ces **nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification** du présent accord-cadre.

## ARTICLE 11 - CLAUSE DE RÉEXAMEN


### 11.1 Clause d'évolution de la liste des résidences relevant de la préfecture de région d'Île-de-France et de Paris

 En application des dispositions de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, **le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire évoluer la liste des résidences relevant de la préfecture de région d'Île-de-France et de Paris**, dans le cadre des prestations de tenue de résidences et ponctuelles, sans limitation financière et/ou technique.

**Chaque modification est effectuée par un acte modificatif au marché et par un bon de commande rectificatif ou supplémentaire.**

En cas de retrait d'une ou de plusieurs résidences, toutes les prestations concernant ces résidences sont de facto résiliées à la date convenue dans l'acte modificatif, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnisation.

## **11.2 Clause de remplacement du titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre**

 En application des dispositions de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique, **le titulaire peut proposer au représentant du pouvoir adjudicateur, la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer en cours d'exécution de l'accord-cadre.**

Ce remplacement peut intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité.
- Cession de contrat (notamment par rachat, fusion, acquisition...).
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.


A l'issue de cet examen le représentant du pouvoir adjudicateur **accepte ou non la mise en œuvre de la substitution.**

Le cas échéant, les parties à l'accord-cadre conviennent, par acte modificatif, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par ces circonstances sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations.
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

## **11.3 Clause d'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre**

 Lorsque soixante-quinze pour cent (75 %) du maximum du présent accord-cadre a été atteint, le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur.




Dans un délai de trente (30) jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de **réévaluer le montant maximum de l'accord-cadre dans la limite de vingt pour cent (20 %) du maximum initial.**

En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum de l'accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire un projet d'avenant pour signature.

**Le nouveau montant maximum de l'accord-cadre n'est applicable qu'après notification de l'avenant.**

#### **11.4 Modification du bordereau des prix unitaires (BPU) pendant la période d'exécution de l'accord-cadre**

 Dans l'éventualité où ou des prestations nécessitent l'ajout de lignes complémentaires ou la modification de lignes existantes au BPU sans que cela entraîne une modification substantielle du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire échangent puis actent leur accord par la signature d'un avenant au contrat.

## **ARTICLE 12 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **12.1 Représentation des parties**

#### **12.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur**

**Le pouvoir adjudicateur est l'Etat, représenté par le Préfet de région d'Île-de-France, préfet de Paris** qui est habilité à signer les documents de l'accord-cadre.

**Le prescripteur est le Service général du soutien opérationnel (SGSO). Il est en charge du suivi de l'exécution des prestations décrites dans le présent accord-cadre** (établissement des demandes des devis, des bons de commande, des services faits, du suivi budgétaire ainsi que des demandes opérationnels en lien avec la réalisation des prestations, etc...).

**L'instructeur du dossier d'achat est le Bureau régional des achats (BRA). Il est en charge de la mise en œuvre des procédures de marchés** répondant aux besoins des services de la préfecture de région d'Île-de-France et de Paris ainsi qu'au suivi juridique de l'exécution de l'accord-cadre (révision de prix, revue financière et horaire, suivi des clauses sociales et environnementales, retours d'expérience, rédaction des avenants, etc...).

Lors de la notification de l'accord-cadre, le SGSO et le BRA indiquent au titulaire, les interlocuteurs chargés du suivi de l'exécution des prestations.



Ils notifieront toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

### **12.1.2 Représentation du titulaire**

**Le titulaire désigne plusieurs interlocuteurs (à minima un référent exclusif ainsi qu'un suppléant conformément à l'article 4.1.2-c du CCTP) habilités à le représenter auprès du représentant du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution, administrative, financière, et technique, de l'accord-cadre.**

Ces interlocuteurs sont désignés, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dans l'offre du titulaire. Le titulaire informe, sans délai, le SGSO et le BRA de toute modification ultérieure, le cas échéant.

**Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention de plusieurs interlocuteurs nommément désignées et que ceux-ci ne sont plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai le prescripteur.**

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, dans les quinze (15) jours suivants cette notification au prescripteur, le titulaire doit lui communiquer le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes.

Le remplaçant est réputé accepté si le prescripteur ne le récusé pas dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire.

Si, dans ce délai, le prescripteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de quinze (15) jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de cinq (5) récusations successives motivées par le prescripteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

## **12.2 Conditions d'exécution**

### **12.2.1 Délai d'exécution**

**Les bons de commande émis par le prescripteur fixent les périodes d'exécution des prestations.** A défaut, le point de départ du délai d'exécution des bons de commande est leur date de notification.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations dans les délais mentionnés sur le bon de commande, ainsi que dans le CCTP et son offre, selon les prescriptions définies.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, **il n'est pas admis de prolongation du délai d'exécution (démarrage) des prestations sauf force majeure** : une intervention commencée en retard est incomplète.

Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations (service fait).

**Si une urgence se présente au-delà du délai prévu à l'article 2.3 du CCTP (l'avant-veille à seize heures (16h00) maximum),** engendrant une non couverture en besoins humains que le titulaire ne serait pas en mesure d'honorer, **le recours à une tierce personne pour une intervention immédiate est possible**, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ou demander une indemnité.

### 12.2.2 Remplacement du personnel du titulaire

**Le titulaire doit remplacer tout personnel absent de sorte que le nombre et la qualité des effectifs soient toujours conformes à son engagement,** notamment dans le cadre des prestations de tenue de résidences.

Le remplacement d'intervenants ne modifie pas les échéances inscrites au calendrier d'exécution du présent accord-cadre, ni la date de référence servant au calcul des pénalités.

En outre, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le prescripteur habilite ou non le personnel du titulaire à accéder aux résidences

Le cas échéant, le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander :

- La mise en œuvre de mesures correctives après échanges entre le titulaire et le prescripteur.
- Le remplacement d'un ou plusieurs personnels s'ils ne donnent pas satisfaction, en raison d'un comportement inapproprié, à la suite de défaillances répétées dans l'exécution des prestations

Si l'insatisfaction persiste au-delà de cinq (5) jours après la mise en œuvre des mesures correctives, le titulaire s'engage à le remplacer.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

La qualification du (des) personnel(s) de remplacement doit être égale ou supérieure à celle du (des) personnel(s) affecté(s) à l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Par principe, le remplaçant est soumis à l'approbation du prescripteur **dans un délai de quarante-huit (48) heures à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.**

Le titulaire procède ensuite **au remplacement des intervenants dans un délai maximal de quarante-huit (48) heures à compter de l'approbation du prescripteur.**

**En revanche, concernant le remplacement des personnels pour absences inopinées** (voir article 3.3.3 du CCTP), **le délai maximal est de vingt-quatre (24) heures.**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer l'habilitation de ce personnel a posteriori.

Le prescripteur peut demander à ce qu'un personnel réalise un essai avant que son remplacement ne soit validé sur le fondement de l'article 5.1.1 du CCTP.

**En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.**

### **12.2.3 Émission et exécution des bons de commande**

**Chaque prestation prévue par l'accord-cadre fait l'objet de l'émission d'un bon de commande par le prescripteur, sur la base de l'annexe financière (bordereau des prix unitaires) du présent accord-cadre.**

**Une prestation non décrite à l'annexe financière et/ou pour une résidence non intégrée dans le périmètre défini à l'article 1.2 du CCTP ne peut faire l'objet d'un bon de commande au titre du présent accord-cadre.**

Les bons de commande sont notifiés par la voie électronique au titulaire, à l'adresse mentionnée dans l'acte d'engagement.

En cas de groupement, la notification du bon de commande se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement. En cas de sous-traitance, la notification est faite au titulaire.

**Les premières commandes pourront être passées dès la notification de l'accord-cadre au titulaire mais ne pourront débuter qu'à partir de la date de début d'exécution des prestations prévues à l'article 5 du présent CCAP.**

En principe, chaque bon de commande fait obligatoirement l'objet d'un engagement budgétaire préalable et mentionne le numéro d'engagement juridique correspondant.

**Ainsi, le retour d'un devis, même signé, ne vaut pas commande ferme. Seule l'émission d'un bon de commande vaut commande ferme.**

L'annexe technique du bon de commande (devis, fichier Excel, etc...) détaille les prestations attendues et leurs délais.

Exceptionnellement, **des prestations nécessitant une intervention immédiate peuvent être commandées hors modalités décrites précédemment.**

**Elles sont régularisées ultérieurement par l'émission d'un bon de commande a posteriori.**

Lorsque qu'un événement impacte une partie du bon de commande (retrait d'une résidence, etc..), toute exécution partielle donne lieu au paiement des prestations à hauteur des prestations réalisées.

En outre, si des prestations contenues dans un bon de commande sont annulées dans le respect d'un délai de prévenance de quarante-huit (48) heures ou plus avant la réalisation de celles-ci, les prestations ne seront pas facturées par le titulaire, sans que ce dernier ne puisse demander une indemnisation à ce titre.

A contrario, le titulaire a droit au versement des sommes correspondantes à ces prestations annulées dès lors que le délai de prévenance ci-dessus n'a pas été respecté.

Enfin, dès lors que le délai de prévenance a été respecté, le prescripteur peut demander que ces prestations soient reportées dans les conditions prévues à l'article 3.3.4 du CCTP.

#### **12.2.3-a Typologie des bons de commandes adressés au titulaire par le prescripteur**

- **Les bons de commande annuels sont le support des prestations de tenue de résidences, sur la base des prix unitaires avec production obligatoire d'un décompte mensuel.** Si la prestation de tenue de résidences fait l'objet de modifications (notamment en rapport avec l'article 11 du présent CCAP), un bon de commande rectificatif ou supplémentaire sera émis pour la durée annuelle restante.

Le calendrier d'exécution des prestations est convenu entre le prescripteur et le titulaire, conformément à l'article 2.2.3-d du CCTP.

- **Les bons de commande ponctuels sont le support des prestations ponctuelles définies à l'article 2.3 du CCTP.**

Le profil type précis du « **personnel œuvrant** », défini à l'article 2.2.2 du CCTP, qui sera sollicité in fine par le prescripteur ainsi que la résidence concernée seront convenus entre celui-ci et le titulaire à la réception du bon de commande. Si nécessaire, le prescripteur pourra solliciter l'un des autres

profils type « personnel œuvrant » en substitution de celui demandé initialement, à la demande du résident.

Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours maximum pour transmettre une ou plusieurs candidatures issues de son vivier de personnels pour la ou les résidences concernées par la commande pour contrôle et habilitation de ceux-ci conformément à l'article 5.1.1 et 5.1.2 du CCTP.

**Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour d'exécution de l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard six (6) mois après la fin de l'accord-cadre.**

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation.

Toutefois, lorsque la résiliation est prononcée en raison des manquements du titulaire à ses obligations contractuelles, le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider d'annuler, par le même acte, les bons de commande déjà émis.

#### **12.2.3-b Contenu des bons de commandes adressés au titulaire par le prescripteur**

Chaque bon de commande et son annexe technique (devis, fichier Excel, etc...) précise notamment :

- ☐ Le numéro et la date du bon de commande.
- ☐ La référence de l'accord-cadre auquel il se rattache.
- ☐ La référence du devis auquel il se réfère, s'il y a lieu.
- ☐ Les références et les quantités des prestations commandées (avec leurs prix unitaires).
- ☐ Le montant total du bon de commande (calculé sur la base des prix du marché), hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC).
- ☐ La date de la commande.
- ☐ La date de début d'exécution du bon de commande.
- ☐ La date de fin d'exécution du bon de commande.
- ☐ Le délai d'exécution de la prestation (conformément aux prescriptions du CCTP).
- ☐ Le lieu d'exécution du bon de commande.
- ☐ Le nom et l'adresse de l'entité bénéficiaire.
- ☐ Le nom et l'adresse du titulaire.
- ☐ Le nom et l'adresse du comptable assignataire.
- ☐ Toute autre information jugée nécessaire à la commande, le cas échéant (les coordonnées du bénéficiaire notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture, le code du service en charge du paiement).

## 12.3 Modalités de contrôle de l'exécution des prestations

### 12.3.1 Généralités sur les opérations de vérification par le titulaire

Le titulaire met en place des contrôles dont les modalités (délais, fréquences, modalités d'accès aux résidences, etc.) et résultats sont convenus avec le prescripteur.

En cas de résultats insatisfaisants (engagements contractuels non respectés), le titulaire met en place les mesures qui s'imposent pour rétablir un niveau de prestation conforme aux exigences de l'accord-cadre.

Le candidat propose dans son offre les mesures et modalités de contrôle qu'il entend mettre en place.

### 12.3.2 Généralités sur les opérations de vérification par le prescripteur

La constatation de l'exécution des prestations (vérification) est réalisée par le prescripteur.

Ces opérations de vérification viennent s'ajouter à celles prévues par le titulaire.

**Les opérations de contrôle des prestations ont pour but de vérifier la correspondance quantitative et qualitative entre les prestations fournies et les spécifications du bon de commande et de l'accord-cadre.**

Le prescripteur peut procéder à des opérations de vérification qu'il estime nécessaire via un de ses représentants, à tout moment durant l'exécution des prestations à l'occasion de l'intervention des personnels du titulaire ou indépendamment de celles-ci de façon programmées ou inopinées.

Par dérogation, à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le prescripteur peut inviter le titulaire à une opération de vérification pour lequel il juge sa présence pertinente.

Dans ce cas de figure, sa présence est obligatoire. En cas d'absence non justifiée, le titulaire est en faute.

Le titulaire s'oblige à :

- Ne pas prévenir le personnel qui est en charge de la tenue de résidence concernée par le contrôle.
- Mettre à la disposition du prescripteur toutes les informations et documents nécessaires à la réalisation de ces contrôles, notamment en fournissant à la demande du pouvoir adjudicateur un planning détaillé des interventions.

Les vérifications sont effectuées par le contrôle, sans que cette liste soit exhaustive :

- Des documents dont la tenue est prévue à l'article 4.1.2-c du CCTP.
- De la présence à leur poste des personnels du titulaire.
- De l'état de propreté des résidences dont le titulaire doit assurer la bonne tenue en lien avec son obligation de résultat.
- De la qualification des personnels.
- De la connaissance et du respect des consignes d'application.
- De la présence et la bonne utilisation du matériel mis à disposition.
- De la tenue vestimentaire du personnel.

En cas de non-conformité détectée lors d'un contrôle, le prescripteur se réserve le droit de demander au titulaire, le remplacement de tout membre de son personnel ayant manqué aux dispositions du présent accord-cadre (y compris après la mise en place de mesures correctives, le cas échéant).

Le service fait est constaté, si les vérifications sont positives, après la validation par le prescripteur de prestations détaillées dans le CCTP.

**Le délai imparti au prescripteur pour procéder aux vérifications et notifier sa décision est de trente (30) jours**, en dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

L'absence de remarques ou de contestations du prescripteur dans ce même délai vaut décision.

### 12.3.3 Décision après vérifications

Le prescripteur fait connaître au titulaire sa décision prise sur la base des observations consignées et motivées dans les meilleurs délais, soit :

1. **D'admission** de la prestation si elle répond aux stipulations de l'accord-cadre.
2. **D'admission partielle de la prestation dans l'attente de corrections par l'application d'une réfaction** (paiement du solde diminué des anomalies constatées. L'admission partielle ne donne droit cependant à aucun paiement anticipé).
3. **De rejet** de la prestation.

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, compte tenu de la nature des prestations, **il ne peut être prononcé d'ajournement pour les prestations.**

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, **l'admission des prestations** par le prescripteur est prononcée dans un délai **de trente (30) jours**, à compter de la fin de leur exécution. Au-delà de ce délai, les prestations sont admises de fait et ouvrent droit au paiement de celles-ci.

**En ce qui concerne le montant des réfections**, elles sont déterminées selon les imperfections constatées.



En cas de non-intervention, la réfaction pour l'absence de service fait donne lieu à une réfaction proportionnelle au nombre de jours et d'heures pendant lesquels les prestations n'ont pas eu lieu.

Son montant est déterminé selon la formule suivante :

$$R = (J / \text{Nombre d'heures planifiées}) \times M$$

**R : montant de la réfaction**  
**J : nombre de jours pendant lesquels le prestataire n'est pas intervenu**  
**M : montant facturé pour les heures planifiées non réalisées**

L'application d'une réfaction est indépendante de la mise en œuvre des pénalités prévues au présent CCAP.

Le prescripteur informe le titulaire du projet de réfaction par courriel qui sera mis à même de présenter ses observations dans le cadre prévu à l'article 30.3 du CCAG-FCS.

**Enfin, en cas de rejet des prestations**, par dérogation à l'article 30.4 du CCAG-FCS, le titulaire ne pourra exécuter à nouveau les prestations prévues

## **12.4 Obligations du titulaire**

### **12.4.1 Obligations de conseil**

Le titulaire est tenu de **signaler au représentant du pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations dont il a la charge.**

Lorsqu'au cours de ses interventions, il constate des anomalies, dysfonctionnements, difficultés ou des dangers potentiels résultant de l'exécution des prestations ainsi que toutes les modifications survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre qui pourraient impacter la qualité et l'organisation des prestations, le titulaire doit alerter par écrit le prescripteur, sans délai par tout moyen approprié, et le conseiller sur les modalités à mettre en œuvre pour corriger les anomalies ou faire cesser les dangers constatés.

### **12.4.2 Obligations d'information**

**Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de son/ses établissement(s) pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.**

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, il est tenu de notifier sans délai à l'instructeur du dossier d'achat (BRA) et au prescripteur (SGSO), les



modifications relatives à sa situation juridique ou économique ou de façon générale, toutes modifications importantes de son fonctionnement pouvant influencer sur la bonne exécution de l'accord-cadre, lorsqu'elles qu'elles se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, en particulier les interlocuteurs désignés.
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité.
- A sa raison sociale ou sa dénomination (transmission d'un extrait Kbis ou équivalent).
- A son adresse ou à son siège social.
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement (y compris le contrat de sous-traitance si nécessaire).
- A l'identification de son compte bancaire (transmission du RIB).
- A tout projet de fusion ou d'absorption, de cession (communication des justificatifs).

**Si le titulaire ne se conforme pas à cette obligation, le représentant du pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures.**

#### **12.4.3 Obligations de sécurité**

**Les personnels du titulaire sont soumis pendant l'exécution des prestations aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration et doivent respecter les consignes de sécurité.**

Le titulaire s'engage à faire respecter l'ensemble de ces obligations par son personnel, et le cas échéant par les autres opérateurs économiques et leurs personnels intervenant de son fait au titre de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire transmet la liste nominative des personnels qui doivent intervenir sur les résidences dans le cadre de ses prestations dans les conditions définies à l'article 5.1.1 du CCTP.

**En cas de modification de cette liste, le titulaire doit en avertir le prescripteur par tout moyen écrit, et lui présenter le profil du (des) nouveau(x) personnel (s) dans un délai de cinq (5) jours à compter de cette modification.**

Cette liste est soumise au prescripteur, qui est susceptible d'effectuer les contrôles permis par la réglementation, notamment eu égard à la procédure d'habilitation des personnels pour l'accès aux résidences prévu à l'article 5.1.2 du CCTP, y compris dans sa possibilité d'écarter un ou plusieurs des personnels proposés, conformément à l'article 12.2.2 du présent CCAP.

**Le titulaire ne pourra ni demander une indemnisation ni se soustraire à ses obligations pour un refus d'habilitation.**

Les remplacements inopinés (maladie, etc...) sont effectués, en priorité, par des agents ayant déjà été agréé par le prescripteur.

Dans le cas de prestations ponctuelles, lorsque le délai entre l'émission du bon de commande et le début de l'intervention demandée **est inférieur à dix (10) jours**, le titulaire choisit parmi les personnels déjà habilités celui ou ceux qui seront chargés de l'exécution de ces prestations.

Il communique leurs identités au prescripteur. En cas de non-communication, l'accès aux résidences pourra être refusé.

Le non-respect des obligations en matière de sécurité peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire.

#### **12.4.4 Obligations de confidentialité et de secret professionnel**

**Le titulaire s'engage, par la mise en œuvre de moyens appropriés, à conserver secrètes et à ne pas divulguer, ni publier, ni communiquer les informations (documents, objets, etc...) présentant un caractère confidentiel**, qu'il aurait pu recueillir, obtenir ou dont il aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Une information confidentielle est considérée comme toute information de quelque nature, sous quelque forme que ce soit, sur tout support dont le représentant du pouvoir adjudicateur ou le prescripteur est propriétaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le représentant du pouvoir adjudicateur ou le prescripteur.

Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au présent accord-cadre.

Cet engagement ne concerne pas les informations que le titulaire aurait pu recueillir, obtenir ou connaître en dehors du cadre de son intervention pour l'exécution des prestations du présent accord-cadre et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de sa part.

**En revanche, le regroupement de ces informations, leur mise en forme ou leur analyse entrent dans le champ de l'engagement.**

Le représentant du pouvoir adjudicateur et le prescripteur s'engagent pour leur part à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

La méconnaissance de ces dispositions est considérée comme une faute de nature à conduire le représentant du pouvoir adjudicateur à résilier le marché

aux torts du titulaire aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire, au titre de l'article 1384 du Code civil et des sanctions pénales éventuellement encourues. **Cette obligation ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.**

#### **12.4.5 Obligations de respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel**

Pour l'exécution de l'accord-cadre, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Dans cette hypothèse, le titulaire fixe les finalités et les moyens du traitement. Le cas échéant, le titulaire apporte au prescripteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Le titulaire ne sera pas autorisé pour le stockage, même temporaire, de données, d'utiliser des stockages externes de type « cloud », sans avoir à minima obtenu des garanties corrélées à la localisation géographique effective des données, dans le respect de l'article 21.1 du présent CCAP.

Dès la notification de l'accord-cadre, il communique au SGSO et au BRA, l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD), s'il en a désigné un.

En cas de manquement par le titulaire à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute conformément à l'article 41 du CCAG-FCS.

#### **12.4.6 Obligations relatives au vivier de personnels**

**Le titulaire est responsable du personnel qu'il recrute, emploie et rémunère en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit.**

Les législations et réglementations (travail et sociale) doivent être respectées, notamment en ce qui a trait à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, conformément à l'article 6.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre devant assurer le niveau de prestation demandé, la qualification de tout personnel intervenant au sein des résidences devant pouvoir être vérifiée par le SGSO.

La proportion de personnels étrangers ne doit pas dépasser la proportion maximum admise par la réglementation en vigueur.

**Le titulaire prendra toutes les mesures nécessaires afin d'inclure dans son plan de charge les prestations commandées par le prescripteur.**

Il lui appartient donc de prioriser et de s'organiser en conséquence afin de répondre aux besoins, objet du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage, à suivre et assurer la formation initiale et continue adaptée à l'exercice des tâches qui sont confiées aux personnels avec **un bilan (plan de formation) des formations réalisées par les personnels intervenant dans le cadre du présent accord-cadre transmis à chaque date anniversaire de début d'exécution des prestations au prescripteur.**

#### **12.4.7 Obligations de résultat**

La réalisation des prestations telles que définies dans les documents constitutifs du présent accord-cadre relève d'une obligation de résultat pesant sur le titulaire qui est tenu de mettre en œuvre tous les procédés et moyens lui permettant de respecter les délais, les niveaux de qualité et l'état de propreté des lieux.

**Les prestations doivent être assurées dans les règles de l'art.**

La qualité des prestations de propreté des résidences se vérifie par l'examen d'au moins quatre (4) critères :

- L'aspect, qui est l'impression visuelle de netteté et de propreté des appartements et des équipements.
- Le confort, qui est apprécié à travers des perceptions (olfactives, tactiles, auditives...) et l'impression générale du bien-être qui résulte des opérations de ménage.
- La propreté, qui est l'absence de salissures adhérentes ou non sur une surface ou dans l'air incluant poussière, tâches et mauvaises odeurs.

- L'hygiène, qui repose sur l'assainissement périodique tant des surfaces que de l'atmosphère ambiante des locaux (notamment des sanitaires).

Ces descriptions sont données à titre indicatif et ne définissent que le minimum des prestations à effectuer. Elles ne sauraient être invoquées pour justifier un résultat globalement insuffisant.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en place tous les moyens supplémentaires nécessaires à la réalisation de prestations conformes au CCTP à ses frais et sans modification des prix de l'annexe financière.

#### 12.4.8 Obligation de revue financière et horaire de l'accord-cadre

Chaque année, à la date anniversaire de début d'exécution des prestations de l'accord-cadre **et au plus tard, dix (10) jours après celle-ci**, le titulaire est tenu de fournir au BRA un bilan d'activité sous forme de tableur (sous format .xls), comprenant :

- La nature de la revue concernant les prestations commandées (financière et horaire).
- La nature de la prestation commandée (tenue de résidence ou ponctuelle).
- Le numéro du bon de commande.
- La date du bon de commande.
- L'objet du bon de commande.
- La résidence pour laquelle une commande a été demandée (selon la désignation figurant à l'article 1.2 du CCTP).
- L'adresse de la résidence ou la prestation est commandée.
- La désignation des personnels réalisant les prestations commandées (personnel œuvrant : gouvernant(e), personnel œuvrant : lingèr(e), personnel œuvrant : employé(e) polyvalent(e), maître(sse) d'hôtel, etc.).
- La répartition journalière des prestations commandées (lundi au vendredi pour les prestations de tenue de résidence, lundi au samedi, dimanche, jour férié, dimanche d'un jour férié pour les prestations ponctuelles).
- La répartition horaire des prestations commandées (selon la dichotomie jour-nuit et les plages horaires correspondantes).
- La répartition par tranche de volume horaire des prestations commandées (prestation inférieure ou égale à 03 heures, à 06 heures, à 09 heures, supérieure à 09 heures).
- Le nombre d'heures réalisées par les personnels dans le cadre des prestations commandées.
- Le nombre de jours sur lesquels des prestations ont été commandés.
- Le montant HT du bon de commande.
- Le montant TTC du bon de commande.
- Le numéro de la facture.
- La date de la facture.
- Le montant HT de la facture.

- Le montant TTC de la facture.
- La date de paiement.

**Cette revue revêt un caractère obligatoire.**

**Il revient au prescripteur (SGSO) de suivre l'exécution de l'accord-cadre pour les engagements qu'ils ordonnent.**

**A ce titre, le SGSO peut solliciter le titulaire afin de lui fournir, mensuellement, trimestriellement, semestriellement, un état des prestations réalisées dans un délai qui sera convenu entre eux, au moment de cette demande.**

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être amenée à évoluer à la demande du BRA.

En outre, le titulaire pourra être amené à produire un état de la consommation à date, à la demande du BRA, dans un délai maximal **de trente (30) jours à compter de cette demande.**

Un modèle de tableur de revue sera adressé au titulaire par le BRA, au plus tard, **un (1) mois après la notification de l'accord-cadre.**

#### **12.4.9 Pilotage et suivi des prestations**

Le pilotage et le suivi des prestations sont réalisés au travers de réunions entre le SGSO et/ou le BRA avec le titulaire.

##### **12.4.9-a Réunion de cadrage des prestations**

Le prescripteur organise dans les meilleurs délais à compter de la notification de l'accord-cadre une réunion de cadrage avec le titulaire pour permettre un démarrage dans les meilleures conditions.

Si nécessaire, le titulaire précisera à cette occasion, les interlocuteurs techniques et administratifs pour toute question se rapportant au suivi de l'exécution de l'accord cadre.

L'objet de cette réunion est notamment mais sans être exhaustif de :

- Présenter l'organisation du représentant du pouvoir adjudicateur, de son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la prestation.
- S'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener.
- Préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant du pouvoir adjudicateur envers le titulaire et inversement.



- Transmettre au titulaire pour l'organisation des prestations, le nombre d'heures, le type de personnel, les jours et horaires souhaités pour chaque résidence (définis avec le bénéficiaire de la prestation).
- Préciser les conditions de démarrage des prestations (transmission de la liste nominative des personnels pressentis pour exécuter l'accord-cadre, proposition de répartition des personnels sur chaque résidence et la délimitation de ce que les personnels ont le droit ou non de réaliser, état des lieux des résidences).
- Agréer le mode de reporting du titulaire (nature et formalisme des comptes rendus et des livrables, etc...) ainsi que des opérations de vérification à son initiative (à minima une ébauche sur l'organisation, création et mise en place d'une grille d'analyse du contrôle).

#### **12.4.9-b Réunion d'avancement et suivi**

En tant que de besoin, le SGSO et/ou le BRA pourront solliciter le titulaire, pour une ou des réunions visant, sans que cette liste soit limitative, à :

- Améliorer, fluidifier l'exécution du marché (aussi bien financière que technique afin de s'assurer de l'adéquation entre le besoin exprimé et la prestation réalisée) notamment par la mise en œuvre d'un plan de progrès dont les modalités d'initiation, d'élaboration, de complétion (contenu), de suivi et de bilan seront convenues avec le titulaire. Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.
- D'aborder la qualité des prestations.
- Apporter des modifications et leurs modalités de mise en œuvre.
- Examiner les pénalités encourues.
- Suivre la mise en œuvre de la clause environnementale, de revue financière et horaire.

Le titulaire est tenu d'assister aux réunions. Son absence pourra être considérée comme une faute de celui-ci.

**Dans chaque résidence, le titulaire met en place un cahier de liaison** qui servira d'outil de communication entre le résident, le prescripteur et le personnel en matière de suivi d'exécution des prestations citées à l'article 4.1.2-c du CCTP. Il pourra servir de base de travail pour ces réunions.

Le titulaire présente ses analyses et conseille le SGSO et/ou le BRA, au regard des conclusions émises.

A l'issue de chaque réunion, un compte-rendu peut être rédigé par le titulaire sur demande et remis au SGSO et/ou au BRA, selon les participants, sous format électronique, au plus tard quinze (15) jours ouvrables après la réunion.

Si des actions à réaliser sont soulevées lors de ces réunions d'avancement, le SGSO et/ou le BRA pourront demander au titulaire la mise en œuvre d'un plan d'un plan de progrès.

## ARTICLE 13 - REPRISE DU PERSONNEL

Le titulaire se conforme aux règles relatives au transfert de plein droit des contrats de travail des salariés attachés à la prestation de tenue de résidences dans le respect des dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail.

A ce titre, le transfert de contrats de travail **s'impose lors de l'attribution d'un marché public de prestations de services à un nouveau titulaire** dès lors que les prestations s'effectuent avec la fourniture de matériel par le représentant du pouvoir adjudicateur :

- Dans les mêmes locaux (les résidences des autorités préfectorales de l'article 1.2 du CCTP).
- Sans modifications notables des prestations (ménage quotidien, service de lingerie et réalisation des repas et du service à table).
- Majoritairement assurées par le même personnel (pérennisation du personnel affecté en vue de stabiliser l'exécution des prestations de tenue de résidences par une organisation dédiée).
- En direction des mêmes personnes (les autorités préfectorales mentionnées à l'article 1.2 du CCTP).

**Le nombre de salariés concernés par le transfert de contrat de travail ainsi que l'évaluation de la masse salariale globale sont dans le Dossier de Consultation des Entreprises (fichier « Evaluation de la masse salariale »).**

Le représentant du pouvoir adjudicateur n'est pas l'auteur de la liste de reprise du personnel et ne dispose d'aucun moyen permettant de contrôler la véracité des éléments communiqués. **Dès lors, les informations transmises ne peuvent engager sa responsabilité.**

Le salarié ne dispose pas d'un droit d'opposition au transfert de son contrat qui se fera de manière automatique, mais dispose toujours d'un droit de refus individuel et sans équivoque (assimilé à une démission) concernant la poursuite de la relation de travail avec le nouvel employeur.

En cas de refus, le titulaire doit être en capacité de proposer un personnel de son vivier afin d'assurer la prestation de tenue de résidences.

**Six (6) mois maximum avant la fin l'accord-cadre, le titulaire s'engage à transmettre toutes les informations utiles relatives à la préparation et à la réalisation d'un transfert des contrats de travail des salariés attachés aux prestations objet du présent accord-cadre, (selon le modèle en annexe 1 du présent CCAP).**



Cette information pourra être réactualisée par le titulaire à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

**Les éléments transmis par le titulaire ne doivent en aucun cas comporter de données à caractère personnel et doivent être transmis sous forme d'un tableur numérique (.xlsx).**

## **ARTICLE 14 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Conformément à l'article 7 du CCAG-FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité, et de santé des personnes, notamment par rapport à son rôle de conseil en ce qui concerne les produits d'entretien et ménagers (article 4.1.1-b du CCTP) ou encore en matière de tri des déchets (article 4.1.3-a du CCTP).

Le titulaire doit être en mesure d'en justifier en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur (notices d'utilisation par exemple).

### **14.1 Formation des personnels aux enjeux environnementaux liées aux prestations de services à domicile**

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant un élément à caractère environnemental.

Pour rappel, le cadre de réponse technique, et plus particulièrement son volet environnemental, engage le titulaire durant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Dans l'objectif de développer des connaissances pratiques toujours plus poussées sur la thématique de la protection de l'environnement, le titulaire s'engage à former ses personnels intervenant dans le cadre des prestations de tenue de résidences aux enjeux environnementaux liés à l'objet de l'accord-cadre.

A l'occasion d'une communication annuelle intervenant à la date anniversaire de début d'exécution des prestations ou au maximum un (1) mois plus tard après cette date, le titulaire décrit à minima dans un tableur (.xlsx)

- Le nom et le caractère certifiant ou non de la formation suivie.
- Le contenu succinct de la formation.
- Le nombre d'heures de la formation.

Le titulaire établira dans ce même tableur, le nombre de personnels mobilisés pour l'exécution de l'accord-cadre formés aux enjeux environnementaux.

Ce suivi ne concerne que le personnel œuvrant intervenant au titre des prestations de tenue de résidences (gouvernant(e) - linger(e) - employé(e) polyvalent(e)).

Le caractère restreint du suivi pourra être amenées à évoluer dans le cadre d'un plan de progrès, aussi bien au niveau du personnel ciblé, qu'au niveau du contenu du tableur.

## **14.2 Communication du bilan d'émissions des gaz à effet de serre (BEGES)**

En application de la circulaire n°6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé du titulaire, **s'il est soumis à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement**, de communiquer au BRA, si tout ou partie de ces documents n'ont pas déjà été transmis au stade de la consultation, leur BEGES et plan de transition associé (obligatoire pour les entreprises employant **cinq-cents (500)** personnes en France métropolitaine) dans un délai maximum **de six (6) mois après le début d'exécution des prestations de l'accord-cadre**. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Si le BEGES communiqué après notification de l'accord-cadre arrive à échéance durant l'exécution de l'accord-cadre, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire au BRA, au **plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial**.

**À défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et aux risques du titulaire.**

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement.

Le plan de transition est communiqué sur cette même page, toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan à l'acheteur via le dépôt sur APROVAL de leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

## **ARTICLE 15 - PRIX DE L'ACCORD-CADRE**

### **15.1 Forme des prix**

Au sens de l'article R2112-6 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est traité à prix :

- **Unitaire avec production obligatoire d'un décompte mensuel** pour les **prestations de tenue de résidences** prévues à l'article 3 du CCAP.
- **Unitaire** pour les **prestations ponctuelles** prévues à l'article 3 du CCAP.

Le mois d'établissement des prix est le **mois de la date limite de remise des offres** prévue au règlement de la consultation ou en cas de négociation, à la date de remise de l'offre finale par le titulaire. **Ce mois est appelé mois zéro (M<sub>0</sub>)**. Les prix de l'accord-cadre sont établis en euros (€) et hors taxes (HT). La TVA sera appliquée au taux légal en vigueur.

## 15.2 Contenu des prix

L'ensemble des prix de l'accord-cadre figure dans **l'annexe financière à l'acte d'engagement**.

Le titulaire s'engage à fournir au SGSO et/ou au BRA sur demande de leur part, tous les renseignements sur les éléments techniques et comptables du prix de revient des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre.

Les prix sont réputés inclure toute les sujétions nécessaires aux prestations de sûreté et de sécurité dans le cadre du présent accord-cadre, notamment :

- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires dues par le titulaire pour l'exécution des prestations (véhicules, frais de main d'œuvre notamment les charges sociales et salariales de tout ordre, primes et indemnités, assurances, frais de reprise de personnels, frais de structure, frais de dossier, etc...).
- Le suivi commercial ainsi que les frais administratifs.
- Les coûts inhérents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, comme les frais de déplacement et de restauration des personnels pour les interventions au sein des résidences.
- Tous les frais résultant de sujétions qui ne sont pas explicitement exclus de la responsabilité du titulaire.
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires du titulaire.
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité, y compris dans l'hypothèse où une nouvelle résidence est intégrée dans le périmètre de l'accord-cadre en cours d'exécution.

## 15.3 Révision des prix

### 15.3.1 Périodicité de la révision

Les prix établis sur la base des **conditions économiques en vigueur au mois M<sub>0</sub>** de la date de remise des offres sont fermes pendant **les vingt-quatre (24) premiers mois suivant le début d'exécution des prestations de l'accord-cadre**.

Ainsi, les prix sont révisables à la demande du titulaire à l'issue de cette période ferme, puis annuellement à chaque reconduction.

### 15.3.2 Modalité de calcul de la révision

#### 15.3.2-a Indice de référence

Salaires mensuels de base - Autres activités de services (NAF rév. 2, niveau A17 RU) - Base 100 au T2 2017 - Identifiant Insee : 010562685

**Mois M0 :**

Mois de la date limite de remise des offres prévue au règlement de la consultation ou en cas de négociation, à la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

#### 15.3.2-b Formule de révision

$$P = P_0 * [ 0,3 + 0,7 * ( I / I_0 ) ]$$

Dans laquelle :

- P : prix révisé hors taxe.
- P<sub>0</sub> : prix initial hors taxe de l'accord-cadre au mois zéro.
- I : **dernière valeur de l'indice connu publié sur le site de l'INSEE** (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010562685>), à la date de révision.
- I<sub>0</sub> : valeur au mois zéro de l'indice publié sur le site de l'INSEE.

### 15.3.3 Règle d'arrondis

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux seront arrondis au millième supérieur.

Les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la quatrième décimale est comprise entre zéro (0) et quatre (4), la troisième (3<sup>ème</sup>) décimale est inchangée.
- Si la quatrième décimale est comprise entre cinq (5) et neuf (9), la troisième (3<sup>ème</sup>) décimale est arrondie à la décimale supérieure.

### 15.3.4 Modalités pratiques

**Au cours du mois précédant la période de révision des prix (article 15.3.1 du CCAP),** le titulaire saisit le BRA par mail pour signifier sa volonté de réviser les prix.

Le calcul de la révision des prix incombe exclusivement au BRA, qui notifiera la valeur du coefficient de révision au titulaire (ainsi que le détail des

modalités de calcul) avec l'annexe financière faisant apparaître les prix du mois zéro et les prix révisés de l'année N.

**Si le titulaire ne fait pas part au BRA de sa demande de révision de prix selon les modalités indiquées précédemment avant la date anniversaire de l'accord-cadre, les prix ne sont pas révisés pour la période visée.**

En cas de désaccord sur les prix révisés entre le titulaire et le BRA, des échanges seront engagés afin de résoudre ce différend.

### **15.3.5 Clause butoir**

La révision des prix ne peut entraîner une variation supérieure à huit pour cent (8 %) au cours d'une année d'exécution de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 16 - MODALITÉS FINANCIÈRES**

### **16.1 Modalité de facturation**

**Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après attestation du service fait par le prescripteur (SGSO).**

Le paiement des factures est effectué conformément aux dispositions prévues par le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

**Le prescripteur est responsable du règlement des factures relatives à l'exécution du présent accord-cadre en qualité de service ordonnateur.**

**A ce titre, le titulaire ne devra en aucune manière prendre attache auprès des résidents concernant le règlement des factures.**

Le titulaire (ou leurs sous-traitants, le cas échéant, conformément aux articles L. 2193-10 à L. 2193-13 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique) adresse au comptable assignataire une demande de paiement, sous la forme d'une facture, après achèvement des prestations, rédigée en français et comportant les mentions suivantes :

- ☐ La date d'émission de la facture.
- ☐ La numérotation de la facture selon le référentiel du titulaire.
- ☐ La date de la prestation.
- ☐ L'identité de l'émetteur (le titulaire, SIRET compris).
- ☐ L'identité du destinataire (le service ordonnateur).
- ☐ Le code du service exécutant.
- ☐ Le numéro de l'accord-cadre correspondant à son numéro d'engagement juridique.
- ☐ Le cas échéant, le numéro du bon de commande correspondant à son numéro d'engagement juridique.

- ☞ Le numéro de compte bancaire du titulaire.
- ☞ Le numéro d'identification à la TVA.
- ☞ La désignation de l'objet ou des objets de la prestation, conformément aux annexes financières de l'acte d'engagement, quantités comprises.
- ☞ Le taux de TVA légalement applicable.
- ☞ Le montant total en euros de la TVA correspondante.
- ☞ La somme totale à payer en euros, hors taxe et toutes taxes comprises.
- ☞ Le délai de paiement.
- ☞ L'intérêt moratoire applicable en cas de non-respect du délai de paiement.
- ☞ La mention de l'indemnité forfaitaire en euros, en cas de retard de paiement.

**Pour les prestations de tenue de résidences, la facture est établie à chaque terme d'un mois civil, pour les prestations effectuées le mois précédent.**

**Pour les prestations ponctuelles, la facture est établie après réalisation de la prestation.** Elle est distincte de celle relative aux prestations de tenue de résidence.

Tout dépassement horaire doit être validé par le prescripteur pour prétendre au règlement du surplus.

Les prestations n'ayant pu être réalisées ne sont pas facturées. Elles font l'objet d'un avoir si nécessaire.

La fréquence et le terme de la facturation des prestations peuvent faire l'objet de précisions ultérieures par le prescripteur.

Si un titulaire (ou un sous-traitant) est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, ses facturations sont établies hors TVA. Il demande à l'administration fiscale française la communication d'un numéro d'identification.

Le montant de l'avance versée et les réfections sont déduites, le cas échéants du montant de la facture qui fait apparaître la valeur totale des prestations réalisées.

Les frais de facturation sont inclus dans le prix de l'accord-cadre.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances publiques de la région d'Île-de-France et du département de Paris :

**Direction Régionale des Finances Publiques d'Île-de-France et du département de Paris, site Notre-Dame des Victoires, 16 rue Notre-Dame des Victoires CS 30225, 75081 Paris Cedex 02**

### 16.1.1 Décompte des prestations de tenue de résidence

L'ensemble des prestations de tenue de résidence donne lieu à la production d'un décompte mensuel.

La facturation intervient à chaque terme d'un mois civil, pour les prestations effectuées le mois précédent sur la base de ce décompte mensuel.

Le décompte devra notamment comporter les informations suivantes :

- La résidence concernée.
- Le profil type de personnel œuvrant affecté à la prestation (personnel œuvrant : gouvernant(e), personnel œuvrant : lingèr(e), personnel œuvrant : employé(e) polyvalent(e)).
- La date de réalisation d'une prestation.
- L'heure de début de la prestation.
- L'heure de fin de la prestation.
- Le tarif horaire applicable au personnel œuvrant.
- Le nombre d'heures de prestations réalisées (quantité).

Le décompte fera ainsi apparaître pour chaque résidence, le total du nombre d'heures effectuées dans le mois ainsi que le total général, toutes résidences confondues.

Le décompte fera également figurer deux (2) encadrés indiquant :

- Le nombre d'heures commandés par le prescripteur dans le bon de commande annuel au titre des personnels œuvrant.
- Le nombre d'heures totales restantes par rapport aux quantités commandées.

Le titulaire annexe ce décompte à la facture.

**Le décompte est dès lors obligatoire et son absence est une raison suffisante pour le rejet de la facture.** Le titulaire ne pourra se prévaloir du non-paiement des prestations à ce titre.

### 16.1.2 Avances

En application des articles R. 2191-16 à R. 2191-19 du CCP, pour l'exécution de **chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante-mille euros hors taxes (50 000 € HT), une avance peut être versée au titulaire.**

Le montant de l'avance varie selon la durée de chaque bon de commande :

- Pour les bons de commande s'exécutant entre deux (2) et (douze) 12 mois, le taux d'avance est fixé à cinq pour cent (5%) (trente pour cent (30%) pour les TPE/PME) du montant TTC du bon de commande.
- Pour les bons de commande s'exécutant plus de douze (12) mois, le taux d'avance est fixé à cinq (5%) (trente pour cent (30%) pour les



TPE/PME) du montant du bon de commande ramené sur douze (12) mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R. 2191-11 et suivant du Code de la commande publique.

### **16.1.3 Sous-traitance et groupement**

Le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang éligible au paiement direct se voit régler les prestations qu'il a réalisées directement sur son compte bancaire si le montant des prestations est supérieur à six-cent euros toutes taxes comprises (600€ TTC).

En cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, la demande paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres de groupement à payer séparément.

Chaque membre du groupement conjoint avec mandataire solidaire perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations sur la base de justificatifs fournis au représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

## **16.2 Transmission électronique des factures et des documents nécessaires au paiement**

Conformément aux articles L. 2192-1, D. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que les éventuels sous-traitants du présent accord-cadre admis au paiement direct, doivent transmettre les factures ainsi que le décompte dans le cadre des prestations de tenue de résidences associés aux bons de commande correspondants sous format électronique.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le représentant du pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.



La transmission s'effectue au moyen du portail de facturation Chorus Pro, accessible gratuitement via le lien internet suivant :

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire a le choix de saisir directement leurs factures sur le portail, ou de déposer leur facture en format .pdf.

Pour l'émission de factures en nombre important, la transmission peut s'effectuer en échange de données informatisé (EDI).

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

### 16.3 Délai de paiement des prestations

En application des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur **dispose d'un délai de paiement de trente (30) jours à compter de la date à laquelle ils réceptionnent la demande de paiement des titulaires ou de leurs sous-traitants ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à cette date.**

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par l'accord cadre sera rejetée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

Dans ce cas de figure, le titulaire produit une nouvelle demande de paiement complétée et conforme.

### 16.4 Intérêts moratoires

Conformément aux articles L. 2192-12 et R. 2192-31 et suivants du Code de la commande publique, **le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au titulaire qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le représentant du pouvoir adjudicateur à l'expiration du délai de paiement.**

Dès le lendemain de l'expiration de ce délai, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire, court de plein droit et sans aucune formalité, jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au

cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, **majoré de huit (8) points de pourcentage.**

En outre, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire **de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.**

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans **un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.**

### **16.5 Retenue de garantie**

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, **il n'y a pas de retenue de garantie au titre du présent accord-cadre mais le titulaire est tenu de réparer les dommages qu'il cause** sur le fondement de l'article 4.1.3-b du CCTP ainsi que de l'article 8 du CCAG-FCS.

A ce titre, en complément des articles 2 et 3.8 du CCAG-FCS, les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le BRA au titulaire.

Outre les mesures de réparation mentionnées ci-dessus, l'accord-cadre peut être résilié, en cas de détérioration abusive, de non-remplacement, de non-réparation ou de non-remboursement des dommages causés dans les conditions prévues à l'article 4.1.3-b du CCTP.

### **16.6 Cession et nantissement**

**A la demande du titulaire, il sera établi un certificat de cessibilité et/ou nantissement de créance(s)** en application des articles L. 2191-8, R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

### **16.7 Paiement par carte d'achat**

**À la demande du prescripteur et par commun accord avec le titulaire,** la carte d'achat de niveau 3 peut servir à l'exécution des prestations résultant de la mise en œuvre du présent accord-cadre, conformément au décret n° 2023-209 du 27 mars 2023 relatif à l'exécution de la dépense publique par carte d'achat.

Néanmoins, une fois mise en œuvre, le prescripteur peut refuser ou suspendre à tout moment l'exécution du présent accord-cadre par carte d'achat.

Le niveau 3 de carte d'achat permet la dématérialisation de la chaîne d'achat, de la commande au paiement.

Elle permet d'organiser le transfert de fonds correspondant aux prestations réalisées dans le cadre du présent accord-cadre, sur le compte bancaire du titulaire ou sous-traitant **dans un délai n'excédant pas dix (10) jours**.

Ce transfert de fonds est réalisé par l'établissement bancaire émetteur de la carte.

La mise en œuvre de la carte d'achat de niveau 3, implique pour le prescripteur l'ouverture de programme auprès de l'émetteur et la désignation nominative d'un de ses agents porteur de la carte d'achats et responsable d'une ligne de trésorerie du programme.

Elle nécessite un contrôle de gestion spécifique du prescripteur.

Les créances nées d'une exécution par carte d'achat sont portées mensuellement sur un relevé d'opérations (ROB) établi par l'émetteur, faisant foi des transferts de fonds de l'émetteur à l'accepteur.

Ce ROB appui la demande de paiement de l'émetteur à l'entité publique.

## ARTICLE 17 – PÉNALITES

Il est précisé que, préalablement à l'application de pénalités, **la voie amiable est systématiquement recherchée**.

**Le régime de pénalités est décrit à l'annexe II du présent CCAP.**

A ce titre, le SGSO et/ou le BRA pourront, sans que cela soit une obligation, convoquer le titulaire pour qu'il présente ses explications et arguments pour demander la réduction ou la non application des pénalités.

Ils pourront également ne pas faire application des pénalités prévues au présent accord-cadre et, par un choix d'opportunité, y renoncer totalement ou en réduire le montant sous réserve de la production d'un justificatif (avenant, décision expresse...) actant ladite renonciation qui ne doit pas correspondre à l'octroi d'un avantage injustifié.

La décision finale d'application des pénalités revient au SGSO et/ou au BRA.

Les pénalités sont des **sommes forfaitaires dues par le titulaire lorsqu'il n'a pas respecté une obligation contractuelle**. Les pénalités sont cumulables et ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire (il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement des dites pénalités) et sont cumulables entre elles.

Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du représentant du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Quelles que soient les pénalités auxquelles le titulaire est soumis, il met un terme à ses défaillances dans les meilleurs délais.

Par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard et pour indisponibilité ne sont pas applicables au présent accord-cadre.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Le plafond du montant des pénalités est établi à **dix pour cent (10 %) du montant total HT de l'accord-cadre**. Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille euros (1000 €) par semestre d'exécution de l'accord-cadre.

Le décompte de celles-ci sont notifiées au titulaire à mesure que leurs faits générateurs sont constatés par le SGSO ou le BRA (en ce qui les concernent).

Les pénalités peuvent être réclamées soit :

- En cours d'exécution de l'accord-cadre par déduction du ou des montants concernés sur la ou les factures transmises pour règlement par le titulaire.
- Ou à défaut, en l'absence de possibilité de déduction sur une ou des factures, à la fin de l'accord-cadre, si le solde est négatif et que le titulaire est débiteur du représentant du pouvoir adjudicateur, ce dernier peut émettre un titre exécutoire afin de recouvrer les pénalités dues par ce titulaire. C'est seulement après l'établissement du décompte général des pénalités que l'émission d'un titre de recettes peut avoir lieu dans un délai de cinq (5) ans.

## **ARTICLE 18 - ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ**

### **18.1 Assurance**

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, **le titulaire ainsi que les cotraitants et sous-traitants éventuels désignés dans l'accord-cadre assume la responsabilité des dommages que l'exécution ou l'inexécution des prestations à sa charge peut provoquer.**

Ainsi, il est responsable des dommages ou victimes d'accidents que l'exécution ou l'inexécution des prestations peut engendrer :

- A son personnel.
- Aux agents du représentant du pouvoir adjudicateur.
- A des tiers.
- A ses biens et matériels.
- Aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

En conséquence dans un délai de **quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution**, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle qu'il pourrait encourir pour tous les dommages corporels et/ou matériels engendrés par son action lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, au BRA, à **chaque date d'anniversaire de début d'exécution des prestations ou à tout moment durant l'exécution du marché dans les quinze (15) jours à compter de la réception de la demande**, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le représentant du pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

L'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire si celui-ci n'a pas produit l'attestation d'assurance, suite à quatre (4) demandes du BRA.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

## **18.2 Responsabilité**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

## **ARTICLE 19 - TRANSMISSION DES DOCUMENTS FISCAUX ET SOCIAUX**

Une fois que l'accord-cadre a été notifié au titulaire, il doit fournir, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, en langue française, au BRA :

- **tous les six (6) mois**, conformément aux articles L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8221-1 et suivants, et D. 8222-7 du Code du travail :
  - Une attestation de vigilance délivrée par l'union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf), prouvant qu'ils respectent les règles en matière de lutte contre le travail dissimulé, conformément aux articles L. 8222-1 et suivants du Code du travail.
  - Un document mentionnant le numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du Code général des impôts ou l'un des documents mentionnés à l'article L. 8221-5 du Code du travail (K ou K bis notamment).
  - Conformément à l'article D. 8254-2 du Code du travail, le titulaire s'engage à remettre au BRA, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers assujettis à la possession d'une autorisation de travail, occupés pour la mise en œuvre des prestations de service prévues au présent accord-cadre, conformément aux articles L. 5221-5 et suivants du Code du travail.
- **tous les ans** (outre l'attestation de l'assureur inscrite à l'article 18.1 du présent CCAP) :
  - Un certificat fiscal délivré par le service des impôts, permettant de justifier de la régularité de leur situation fiscale.

Dans le cas où un titulaire prendrait la forme d'un groupement d'entreprises, l'ensemble des cotraitants doivent fournir ces documents selon la fréquence indiquée et sous la responsabilité du mandataire. De même pour les sous-traitants.

En outre, si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSi " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du Code du travail.
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du Code du travail. Cette attestation comporte les noms, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par les titulaires sur la plateforme en ligne Aprovall, mise gratuitement à disposition, via l'adresser internet suivante :

<https://www.aprovall.com/fr/>

Si un titulaire ne s'acquitte pas de ces formalités, une pénalité peut lui être appliquée **allant jusqu'à dix pour cent (10 %) du montant de l'accord-cadre**, dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8221-1, L. 8221-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Le représentant du pouvoir adjudicateur, informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L. 8271-1-2 du Code du travail, de la situation irrégulière d'un titulaire au regard des formalités précitées, l'enjoint de cesser sans délai cette situation.

Le titulaire mis en demeure apporte la preuve au service qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

À défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et aux risques du titulaire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur informe l'agent de contrôle auteur du signalement des suites données par le titulaire à l'injonction.

## **ARTICLE 20 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE**

Sur le fondement des articles 38 à 45 du CCAG-FCS, le présent accord cadre peut être résilié avant l'achèvement de celui-ci par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les cas suivants :

- A la demande du titulaire pour des événements liés au marché.
- En cas de faute du titulaire.
- En raison de circonstances particulières.
- Pour motif d'intérêt général.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire.

## **ARTICLE 21 – DISPOSITIONS DIVERSES**

### **21.1 Forme des notifications et informations**

Le représentant du pouvoir adjudicateur effectue les échanges nécessaires par la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Toutefois, le représentant du pouvoir adjudicateur peut notifier au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.



Conformément à l'article 3 du CCAG-FCS, lorsque la notification est effectuée par PLACE, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur PLACE, à l'issue de ce délai.

En outre, si le titulaire ne propose que des supports physiques en ce qui concerne les outils d'informations de l'article 4.1.2-c du CCTP (nécessitant numérisation et envoi par courriels), le prescripteur pourra mettre en œuvre une ou plusieurs solutions de travail collaboratif (« La Suite numérique ») afin de fluidifier les échanges et d'assurer une expérience de connexion simplifiée et sécurisée, tout en maintenant des hauts standards de protection des données dans le respect de la souveraineté numérique française.

Cette faculté pourra également être mise en place si le titulaire propose des supports numériques en ce qui concerne les outils d'informations (y compris si le titulaire propose sa propre solution d'espace collaboratif) notamment dans une optique de complément à condition que la ou les solutions de stockage respectent les dispositions du RGPD.

## **21.2 Langue**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

De plus, il est recommandé que l'ensemble des communications écrites ou orales entre le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue selon les mêmes principes.

## **21.3 Engagement dans la démarche Relations fournisseurs achats responsables (RFAR)**

La Préfecture de région Île-de-France et de Paris a obtenu le label « Relations fournisseurs et achats responsables » en novembre 2023 et est signataire de la charte Relations fournisseurs achats responsables.

À ce titre, elle souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme S0 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer la Direction des Achats de l'Etat de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 : 2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

## ARTICLE 22 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations, conformément à l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas de d'échec à la suite d'échanges directes et avant toute saisine des juridictions compétentes, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire pourront recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du CCP.

En application de l'article R. 2197-3 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics, le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent est celui rattaché au Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris dont les coordonnées sont les suivantes :

**CCIRA**  
5, Rue Leblanc  
75911 Paris Cedex 15  
Tél : 01 82 52 42 72  
Fax : 01 82 52 42 95

Ressort territorial	Courriel :
Ville de Paris Val-de-Marne Seine-et-Marne	<a href="mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr">ccira@paris-idf.gouv.fr</a>
Yvelines Hauts-de-Seine Val-d'Oise Essonne	<a href="mailto:pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr">pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr</a>

<b>Ressort territorial</b>	<b>Courriel :</b>
<b>Seine-Saint-Denis</b>	

## ARTICLE 23 - LITIGES ET CONTENTIEUX

Dans l'hypothèse où le différend n'a pu être réglé à l'amiable, les parties peuvent saisir le juge administratif ou seul le droit français est applicable.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris à l'adresse suivante :

Tribunal administratif de Paris  
7 rue de Jouy  
75181 PARIS CEDEX 04  
Tél : 01 44 59 44 00  
Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

## ARTICLE 24 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les stipulations du présent accord-cadre dérogeant aux stipulations du CCAG FCS sont les suivantes :

Objet de la dérogation	Articles du présent CCAP	Articles du CCAG auquel il est fait dérogation
Début du délai d'exécution	5	13.1.1
Représentation du titulaire	12.1.2	3.4.1
Conduite des prestations par une personne nommément désignée	12.1.2	3.4.3
Prolongation du délai d'exécution	12.2.1	13.3
Présence du titulaire	12.3.2	27.3
Déroulement des opérations de vérification	12.3.2	28.2
Admission	12.3.3	30.1
Ajournement	12.3.3	30.2
Rejet	12.3.3	30.4
Garantie	17.5	33
Pénalités pour retard	18	14.1
Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance	18	14.2

ANNEXE 1 – MODÈLE DE TABLEAU DES PERSONNELS TRANSFERABLES
DANS LE CADRE DE LA REPRISE DES PERSONNELS ENTRANT DANS LE
CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE L. 1224-1 DU CODE DU TRAVAIL

ÉLÉMENTS RELATIFS A LA COMPOSITION DE LA MASSE SALARIALE SOUMISE A REPRISE FOURNIS PAR LE TITULAIRE SORTANT

Reprise des personnels entrant dans le champ d'application du transfert de plein droit des contrats de travail des salariés affectés à la réalisation des prestations dans le respect des dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail

Le pouvoir adjudicateur n'est pas l'auteur de la liste de reprise du personnel et ne dispose d'aucun moyen permettant de contrôler la véracité des éléments communiqués.
Dès lors, les informations transmises ne peuvent engager sa responsabilité.

Date du jour (calcul de l'ancienneté uniquement):
Date de transmission des informations:

Emploi						Contrat					Ancienneté des personnels entrant dans le champ d'application de l'article L. 1224-1 du Code du travail		Rémunération brute mensuelle correspondant au nombre d'heures travaillées sur le contrat		Heures supplémentaires sur les 12 derniers mois	Congés N	Primes versées sur les 12 derniers mois		Avantages divers annuels		Total annuel
Site / Occupant	Agent affecté	Poste	Qualification	Niveau	Coefficient	Nature du contrat	Temps plein ou temps partiel	Temps de travail dans le cadre du marché public (heures mensuelles)	Subrogation du salaire en cas d'arrêt maladie	Clause de mobilité	Date d'entrée dans l'entreprise	Ancienneté dans l'entreprise	Taux horaire	Rémunération brute	Heures supplémentaires	Congés N acquis en jour au XX/XX/XX (base : X,X jours)	Montant des primes	Dénomination des primes et répartition des montants	Montant des avantages divers si existant	Dénomination des avantages divers si existant et répartition des montants	Total annuel des rémunérations brutes (hors charges patronales)
Résidence XXXXXXX	Agent N°X	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	Oui / Non	Oui / Non	XX/XX/XXXX	XX an XX mois XX jours	- €	- €	XX	XX	- €	XXXXXX - XX,XX €	- €	XXXXXX - XX,XX €	- €
Résidence XXXXXXX	Agent N°X	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	Oui / Non	Oui / Non	XX/XX/XXXX	XX an XX mois XX jours	- €	- €	XX	XX	- €	XXXXXX - XX,XX €	- €	XXXXXX - XX,XX €	- €
Résidence XXXXXXX	Agent N°X	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	Oui / Non	Oui / Non	XX/XX/XXXX	XX an XX mois XX jours	- €	- €	XX	XX	- €	XXXXXX - XX,XX €	- €	XXXXXX - XX,XX €	- €
Résidence XXXXXXX	Agent N°X	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	Oui / Non	Oui / Non	XX/XX/XXXX	XX an XX mois XX jours	- €	- €	XX	XX	- €	XXXXXX - XX,XX €	- €	XXXXXX - XX,XX €	- €
MONTANT TOTAL ANNUEL BRUT DE LA MASSE SALARIALE ENTRANT DANS LE CHAMP D'APPLICATION DU TRANSFERT DE PLEIN DROIT DES CONTRATS DE TRAVAIL DANS LE RESPECT DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L. 1224-1 DU CODE DU TRAVAIL																				- €	

# ANNEXE 2 – TABLEAU DES PÉNALITÉS

 <b>PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE</b>  <small>Liberté Égalité Fraternité</small>	<b>TABLEAU DES PÉNALITÉS</b>	<b>SGAMM / SGSO / BML / INTENDANCE</b>
--	------------------------------	--

Fait générateur	Montant € HT	Récurrence
Défaut d'information du prescripteur et du/des résident(s) dans l'heure suivant l'absence d'un personnel, et pour toute nouvelle heure entamée	50,00 €	Par heure sans information
Rupture de la continuité de service engendrée par une absence prévisible (non-remplacement du personnel lors des périodes de congés notamment)	150,00 €	Par jour de rupture
Non-remplacement du personnel affecté à l'exécution des prestations en cas d'absence inopinée au delà de vingt-quatre (24) heures	50,00 €	Par heure de retard
Non-remplacement d'un personnel ne donnant pas satisfaction au-delà d'un délai de quarante-huit (48) heures à compter de la demande de remplacement et ou de la proposition de remplacement	50,00 €	Par jour de retard
Absence ou non-port d'un vêtement de travail adapté à la prestation	25,00 €	Par incident constaté
Non-réparation des dommages portés sur les meubles, les murs, les affaires ou les équipements (liste non limitative) de la personne résidente pendant ou après exécution des prestations, après ordre de service resté sans effet	75,00 €	Par jour de retard
Retard dans la restitution des clefs et des badges	100,00 €	Par jour de retard
Perte de clef(s) et/ou de badge(s)	50,00 €	Par clef et/ou badge
Rupture de l'engagement de confidentialité par le titulaire ou l'un de ses personnels	250,00 €	Par manquement constaté
Non-couverture d'une prestation ponctuelle imprévue commandée par le prescripteur, l'avant-veille de celle-ci à seize heures (16h00) maximum	100,00 €	Par incident constaté
Non-transmission dans un délai de dix (10) jours maximum à compter de la réception du bon de commande d'une ou plusieurs candidatures issues du vivier de personnels du titulaire pour la ou les résidences concernées	50,00 €	Par jour de retard
Non-conformité d'une opération de vérification	100,00 €	Par contrôle
Absence à une réunion du titulaire ou de l'un de ses représentants lorsque sa présence est sollicitée	100,00 €	Par absence constatée
Absence de résolution d'une mauvaise exécution des prestations dans le cadre de l'obligation de résultat dans les délais indiqués par le prescripteur	200,00 €	Par jour de retard
Non-transmission du plan de formation transmis à chaque date anniversaire de début d'exécution des prestations au prescripteur	25,00 €	Par jour de retard
Non-transmission des informations relative à la revue financière et horaire à la date anniversaire de début d'exécution des prestations de l'accord-cadre et au plus tard dix (10) jours après celle-ci	150,00 €	Par jour de retard
Non-transmission des informations relative à la reprise des personnels six (6) mois avant la fin de l'accord-cadre	100,00 €	Par jour de retard
Non-transmission du tableau de suivi des formations des personnels aux enjeux environnementaux liées aux prestations à domicile à la date anniversaire de début d'exécution des prestations ou au maximum un (1) mois plus tard après cette date	50,00 €	Par jour de retard
Non-transmission des documents fiscaux et sociaux (y compris responsabilité civile) tous les six mois ou chaque année à partir de la date de début d'exécution des prestations	75,00 €	Par jour de retard et par document